

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak

N° 503 du 31.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) Et sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à part

Wikileaks publie 400.000 documents secrets sur la guerre en Irak.

Les principales révélations

Abir Taleb : Le rapport de la honte.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Le Pentagone appréhende la parution de 400.000 documents confidentiels.

2 Les Brèves

2-1 WikiLeaks: l'ONU invite Bagdad et Washington à enquêter.

3 Dossier & Point de vue

3-1 Irak : Des morts au checkpoint.

3-2 Lorraine Millot : Guerre d'Irak : les Etats-Unis face à leurs crimes.

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

4-1 Gilles Devers : La puissance des Etats-Unis passe par la torture.

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 Layla Anwar, une intellectuelle irakienne, et les révélations de WikiLeaks.

5-2 Un tribunal pénal international attend les USA, maintenant ...

5-3 Le régime de Bagdad sous le feu.

5-4 Irak : l'horreur ordinaire.

5-5 La torture, pratique courante des policiers irakiens.

Avant propos

Les militaires américains usent d'un terme générique- *Al Qaida*- pour désigner les résistants qui osent leur résister...

Tiré à part

Wikileaks publie 400.000 documents secrets sur la guerre en Irak.

Tortures et meurtres: fuite géante de WikiLeaks sur la guerre en Irak.

L'évaluation du nombre de victimes irakiennes depuis l'invasion lancée par les États-Unis en mars 2003 est l'objet de controverses et varie considérablement selon les sources, allant de moins de 100 000 à plusieurs centaines de milliers.

La coalition internationale a torturé des prisonniers irakiens et fermé les yeux sur des exactions commises par les forces irakiennes, a affirmé vendredi le site WikiLeaks, en publiant près de 400.000 documents secrets de l'armée américaine sur la guerre en Irak.

Après des semaines de suspense, le [site WikiLeaks, spécialisé dans le renseignement](#) a commencé à diffuser vendredi soir 391 831 documents qu'il a présentés comme «la plus grosse fuite de documents militaires secrets de l'Histoire».

Les documents mettent en évidence «de nombreux cas de crimes de guerre qui semblent manifestes de la part des forces américaines, comme le meurtre délibéré de personnes qui tentaient de se rendre», accuse le site dans un communiqué.

WikiLeaks évoque aussi le comportement de soldats américains «faisant sauter des bâtiments entiers parce qu'un tireur se trouve sur le toit».

Les documents révèlent «plus de 300 cas de torture et de violences commis par les forces de la coalition sur des prisonniers», ajoute WikiLeaks, qui a aussi dénombré plus d'un millier d'exactions de la part des forces irakiennes. L'AFP a pu consulter une partie des documents à Londres avant leur diffusion sur internet. Une grande partie des textes sont expurgés des noms pouvant mettre en danger des personnes, a expliqué WikiLeaks.

La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, tout en refusant d'entrer dans les détails de ces révélations, a condamné la fuite de tout document pouvant mettre en danger «la vie des soldats et des civils des États-Unis et de leurs alliés».

WikiLeaks a également remis à l'avance ses documents à plusieurs médias internationaux comme le New York Times, le Guardian, Der Spiegel et la chaîne Al-Jazira, qui a la première révélé leur contenu.

Selon la chaîne de télévision du Qatar, l'armée américaine a «couvert» des cas de torture de détenus par les autorités en Irak, où des centaines de civils ont en outre été tués à des barrages tenus par les alliés.

À Londres, le Guardian a estimé que la source de WikiLeaks était apparemment «le même analyste dissident des services de renseignement de l'armée américaine» qui avait déjà été à l'origine des fuites sur la guerre en Afghanistan cet été.

Au vu des documents, «les autorités américaines n'ont pas enquêté sur les centaines de cas de violences, tortures, viols et mêmes des meurtres commis par des policiers et des militaires irakiens», écrit le Guardian.

Selon le communiqué de WikiLeaks, les documents secrets couvrent la période du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2009, après l'invasion américaine de mars 2003 qui a renversé le régime de Saddam Hussein.

Les documents révèlent que le conflit a fait 109 032 morts en Irak, selon le communiqué, qui précise que plus de 60% sont des civils, soit 66 081 personnes. Sur ce total, 15 000 décès de civils n'avaient jusqu'à présent pas été révélés, selon WikiLeaks.

Ces chiffres montrent «que les forces américaines disposaient d'un bilan recensant morts et blessés irakiens même si elles le niaient publiquement», a relevé Al-Jazira.

Un bilan américain publié officiellement fin juillet faisait état de près de 77 000 Irakiens civils et militaires tués de 2004 à août 2008.

Selon Al-Jazira, les documents font également état de liens entre le Premier ministre irakien sortant Nouri al-Maliki et des «escadrons de la mort» qui semaient la terreur au début du conflit.

D'autres documents «révèlent de nouveaux cas impliquant (l'ancienne société de sécurité américaine privée) Blackwater dans des tirs contre des civils», sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle.

Sur l'Iran, Al-Jazira parle de documents «détaillant la guerre secrète de l'Iran en Irak, en évoquant le rôle des Gardiens de la révolution en tant que fournisseur présumé en armes des résistants chiites».

Publié le 22 octobre 2010 à 17h47 |

Mis à jour le 22 octobre 2010 à 19h55

Agence France-Presse

http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201010/22/01-4335269-tortures-et-meurtres-fuite-geante-de-wikileaks-sur-la-guerre-en-irak.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_moyen-orient_291_section_POS1

Les principales révélations

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec les chiffres mais doit être vu comme information

Pertes civiles :

Les documents établissent la mort de 109 032 personnes en Irak, y compris 66 081 civils (dont 15 000 cas qui

n'avaient «jusqu'à présent jamais été révélés»), 23 984 «ennemis», 15 196 membres des forces irakiennes .

Torture :

Dans ce que le fondateur du site, Julian Assange, a appelé «un bain de sang», les fichiers montrent que l'armée américaine avait connaissance de nombreux cas de mauvais traitements par les forces irakiennes mais qu'elle a fermé les yeux. Dans un fichier, un détenu affirme «avoir été battu avec un câble par la police irakienne deux nuits consécutives». Un autre dit avoir eu «la plante des pieds frappée avec un objet». Mais les abus ne sont pas le privilège des Irakiens. Le fondateur de WikiLeaks a évoqué «plus de 300 cas documentés de torture commise par les forces de la coalition, non seulement (dans la prison) d'Abou Ghraib mais partout». Des viols et des meurtres perpétrés par les forces irakiennes ont également été constatés par l'armée américaine mais aucune enquête n'a suivi.

Autres crimes de guerre :

Les forces américaines ont tué 600 à 700 civils aux postes de contrôle établis à travers l'Irak, ou lors de tirs visant par erreur des civils. Un hélicoptère américain a tué en 2007 deux résistants qui voulaient se rendre après qu'un avocat de l'armée eut estimé qu'on ne pouvait pas se constituer prisonnier auprès d'un hélicoptère.

Certains fichiers impliquent dans de nouveaux cas de meurtres de civils des agents de la société privée américaine Blackwater, devenue «Xe Services», à la réputation déjà sévèrement entachée.

Iran:

Les fichiers étayaient les accusations américaines selon lesquelles l'Irak entraînaient et armaient des milices chiites en Irak pour tuer ou enlever des Américains . Selon un rapport, les Iraniens prévoyaient aussi d'attaquer la Zone verte à Bagdad, abritant les principaux bâtiments gouvernementaux irakiens et les ambassades occidentales, à l'aide de roquettes et de véhicules blindés chargés d'armes chimiques.

AFP

Abir Taleb : Le rapport de la honte.

La publication par le site WikiLeaks de 400 000 documents confidentiels révélant de mauvais traitements commis et couverts par l'armée américaine embarrasse les Etats-Unis et les autorités irakiennes, alors que le pays est en pleine crise politique.

400 000 documents ou 400 000 scandales ?

WikiLeaks a levé le voile cette semaine sur l'une des affaires les plus embarrassantes pour l'armée américaine, révélant les cas de mauvais traitements commis ou couverts par l'armée américaine lors de la guerre en Iraq. Après des semaines de suspense, le site spécialisé dans les renseignements a commencé à diffuser vendredi soir 391 831 documents qu'il a présentés comme « la plus grosse fuite de documents militaires secrets de l'Histoire ». Les documents mettent en évidence « de nombreux cas de crimes de guerre qui semblent manifestes de la part des forces américaines, comme le meurtre délibéré de personnes qui tentaient de se rendre », accuse le site dans un communiqué. WikiLeaks évoque aussi le comportement de soldats américains « faisant sauter des bâtiments entiers, parce qu'un tireur se trouve sur le toit ». Les documents révèlent « plus de 300 cas de tortures et de violences commis par les forces de la coalition sur des prisonniers », ajoute WikiLeaks, qui a aussi dénombré plus d'un millier d'exactions de la part des forces irakiennes.

« Ces documents révèlent six années de conflit avec des détails en provenance du terrain — les troupes sur place, leurs rapports, ce qu'elles voyaient, ce qu'elles disaient et ce qu'elles faisaient », a déclaré sur CNN le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange. Les dossiers irakiens détaillent la mort de quelque 104 000 personnes en 6 ans, à comparer aux 20 000 morts du conflit en Afghanistan révélés par les précédents documents dévoilés par WikiLeaks. « On parle de cinq fois plus de morts en Iraq, un vrai bain de sang comparé à l'Afghanistan », a-t-il

ajouté, jugeant que « le message de ces dossiers est puissant et peut-être un peu plus facile à comprendre que la complexe situation en Afghanistan ».

Les dossiers révélés par WikiLeaks dévoilent aussi des détails d'une guerre de l'ombre menée sur le sol iraquien entre les forces américaines et l'Iran, notamment l'utilisation par Téhéran de milices pour tuer ou enlever des Américains. Les allégations selon lesquelles l'Iran entraînerait et armerait des milices chiites en Iraq ne sont cependant pas nouvelles, et les responsables américains, dont des commandants militaires, accusent depuis longtemps Téhéran de tenter de diffuser la violence pour saper l'influence des Etats-Unis et affaiblir leurs alliés à Bagdad. Les documents décrivent aussi la manière dont l'Iran a armé et entraîné des escadrons de la mort formés d'Iraqiens, pour qu'ils mènent des attaques contre les troupes de la coalition et des responsables gouvernementaux. Le corps iranien d'élite des Gardiens de la révolution est soupçonné d'y avoir joué un rôle crucial, selon les journaux, citant les documents.

Depuis ces révélations, la pression ne cesse de s'accroître sur les Etats-Unis. Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) a appelé, lundi, Washington à enquêter sur d'éventuels « crimes contre l'humanité » en Iraq, à la suite de la publication par WikiLeaks de documents secrets américains. Le rapporteur spécial de l'Onu sur la torture, Manfred Nowak, a appelé le président américain Barack Obama à lancer une enquête. « Je me serais attendu à ce que (ce genre d'enquête) soit lancée depuis déjà longtemps, car le président Obama est arrivé au pouvoir en promettant le changement ... Le président Obama a l'obligation de traiter les cas passés », a-t-il estimé samedi sur la BBC. Amnesty International a elle aussi appelé Washington à lancer une enquête, évoquant « une grave violation du droit international ».

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, tout en refusant d'entrer dans les détails de ces révélations, a condamné la fuite de tout document pouvant mettre en danger « la vie des soldats et des civils des Etats-Unis et de leurs alliés ». Côté iraquien, les autorités ont simplement affirmé samedi que les documents secrets américains sur de nombreux cas de torture et de meurtres de civils durant la guerre en Iraq ne contenaient « pas de surprise ».

Maliki dans de beaux draps

Si ces révélations embarrassent les Etats-Unis, elles risquent aussi d'avoir un effet négatif sur le premier ministre sortant Nouri Al-Maliki. Car le premier ministre est, selon la Constitution, commandant en chef des forces armées. Pire encore, selon des documents cités par Al-Jazeera, Nouri Al-Maliki aurait eu des liens avec des « escadrons de la mort » qui semaient la terreur au début du conflit. Les partisans de M. Maliki sont convaincus que les révélations visent à déstabiliser l'actuel chef du gouvernement qui se bat pour se maintenir au pouvoir pour un second mandat. « Il s'agit d'une campagne médiatique contre l'Etat, et le processus politique menée par plusieurs groupes comme les baassistes, des forces régionales et certains qui ont été lésés par la nouvelle donne politique », depuis 2003, a affirmé à l'AFP le député Hassan Al-Sinaïd, un proche du premier ministre. Le bureau de Maliki avait réagi dès samedi en déclarant qu'il « y avait des objectifs politiques derrière cette campagne médiatique ». « Certains cherchent à utiliser ces documents contre les dirigeants nationaux, notamment le premier ministre », avait-il souligné.

Les opposants de M. Maliki l'accusent depuis longtemps d'avoir créé, au sein des forces de sécurité, après sa nomination comme chef du gouvernement en 2006, en plein conflit confessionnel, des unités chargées de faire les sales besognes, notamment des liquidations.

Suite à ces développements, la Cour suprême irakienne a ordonné dimanche de désigner au plus vite les plus hauts responsables de l'Etat, près de huit mois après les élections législatives et au moment où la crise politique s'approfondit avec les révélations de WikiLeaks. « La Cour suprême, dans une décision prise aujourd'hui, enjoint le Parlement de tenir des réunions régulières et d'accomplir son travail normal. Il doit commencer par choisir son président et ses deux adjoints, puis procéder, étape par étape, aux autres nominations », a affirmé à l'AFP son porte-parole Abdel-Sattar Bereqdar.

Une décision qui intervient alors que la crise s'éternise. M. Maliki et son adversaire Iyad Allawi sont toujours en compétition pour former un gouvernement. Le premier a obtenu 89 sièges et le second 91 dans un Parlement qui compte 325 députés.

Abir Taleb

Mercredi 27 octobre 2010

Source : Al-Ahram Hebdo

Publié le 27 octobre 2010 avec l'aimable autorisation de AL-AHRAM Hebdo

<http://hebdo.ahram.org/...>

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : PS : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le Pentagone appréhende la parution de 400.000 documents confidentiels.

Le Pentagone a mobilisé 120 personnes pour évaluer les conséquences possibles de la diffusion de quelque 400.000 documents confidentiels sur la guerre en Irak par le site Wikileaks, qui pourrait intervenir dès lundi, selon la presse américaine.

Afin de se préparer à cette fuite, le département de la Défense a mobilisé il y a plusieurs semaines une équipe

chargée de passer au peigne fin les archives militaires et d'"estimer l'impact possible" de cette diffusion, a déclaré vendredi le colonel David Lapan, porte-parole du Pentagone.

Le département de la Défense craint que les documents ne contiennent des informations concernant des attaques contre la coalition, les forces de sécurité irakiennes, les civils ou les infrastructures du pays, a précisé le colonel, soulignant que le Pentagone ne savait pas précisément combien de documents seraient publiés.

Les documents proviennent d'une base de données située en Irak qui contenait "des actes importants, des rapports faits par des unités (sur le terrain), des rapports tactiques, des choses de ce type", a indiqué le militaire.

Il a exhorté Wikileaks à rendre les documents à "son propriétaire légitime", l'armée américaine.

"Nous ne pensons pas que Wikileaks ou d'autres aient l'expertise nécessaire. Il ne suffit pas simplement d'enlever les noms (qui pourraient compromettre la sécurité des soldats ou collaborateurs de l'armée américaine). Il y a d'autres choses dans les documents qui ne sont pas des noms mais qui sont aussi potentiellement à risque", a ajouté le colonel Lapan.

Le site Wikileaks, lancé en 2006, s'était fait connaître du grand public en diffusant fin juillet 77.000 documents secrets et détaillés sur la guerre en Afghanistan, provoquant la fureur du Pentagone. 15.000 autres documents sur l'Afghanistan doivent encore sortir prochainement.

Pour la diffusion des documents sur l'Irak, Wikileaks devrait s'appuyer sur les mêmes médias que lors des précédentes fuites, le New York Times, le quotidien britannique The Guardian, et l'Allemand Der Spiegel, journaux qui devraient diffuser leurs articles de façon simultanée, selon des informations du magazine Newsweek. La diffusion en juillet d'une énorme quantité d'archives du Pentagone sur la guerre en Afghanistan avait déclenché une tempête médiatique et provoqué la fureur de l'administration, selon laquelle cela mettait en danger la vie des soldats américains.

Ces documents avaient jeté une lumière crue sur la guerre, avec des révélations sur les victimes civiles et les liens supposés entre le Pakistan et les résistants.

Wikileaks n'a pas révélé la source de ces fuites concernant la défense américaine, mais les soupçons pèsent sur le soldat de première classe Bradley Manning, actuellement détenu dans une prison militaire aux Etats-Unis. Le jeune homme avait été arrêté en mai après la transmission, toujours à Wikileaks, de la vidéo d'une bavure américaine en Irak.

Il est depuis inculpé pour avoir transmis des informations de défense à une source non autorisée.

Depuis quelques temps, le site Wikileaks connaît des difficultés. Son fondateur, Julian Assange, fait l'objet d'une enquête judiciaire suite à des accusations d'agression sexuelle en Suède. Il a en outre indiqué au quotidien britannique The Guardian que le groupe Moneybookers, organisme de paiement en ligne utilisé pour récolter des dons, avait fermé son compte en août après la publication des documents sur l'Afghanistan.

Le site est "en maintenance programmée" depuis le 29 septembre, mais promet de "revenir en ligne dès que possible".

16/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=158272&language=fr>

2 Les Brèves

Ndlr : PS : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 WikiLeaks: l'ONU invite Bagdad et Washington à enquêter.

La Haute commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, Navi Pillay, a invité mardi les Etats-Unis et l'Irak à enquêter sur les allégations de tortures figurant dans les documents mis en ligne la semaine dernière sur le site de WikiLeaks.

"Les autorités américaines et irakiennes doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour enquêter sur les affirmations énoncées dans ces documents", a-t-elle déclaré.

Dans la nuit de vendredi à samedi, le site a publié près de 400.000 documents ayant trait à l'opération militaire des Etats-Unis en Irak.

Les rapports font état de plus de 109.000 personnes tuées entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2009, dont 66.081 civils (plus de 60%).

Les documents attestent que le commandement américain fermait les yeux sur les tortures et les assassinats pratiqués dans les prisons irakiennes.

Le Pentagone a à plusieurs reprises invité les responsables de WikiLeaks à cesser la diffusion de documents confidentiels, soulignant qu'ils pouvaient mettre en danger la vie des Irakiens qui coopéraient avec les militaires américains. Londres, Washington et Bagdad ont dénoncé samedi ces publications.

27/10/2010

Agence russe

<http://fr.rian.ru/world/20101026/187721649.html>

3 Dossier & Point de vue

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Irak : Des morts au checkpoint.

Pour la première fois, les fichiers SIGACT [Significant activity, les rapports d'incidents des soldats sur le terrain] publiés par Wikileaks vendredi 22 octobre, et auxquels Le Monde a eu accès, permettent de chiffrer en partie les morts de civils tués pour ne pas avoir respecté - ou entendu, ou compris - les sommations aux checkpoints de l'armée américaine.

"4 janvier 2006, 19 h. La patrouille attendait l'arrivée d'une équipe de déminage sur le site de la cache d'armes qu'elle avait découverte. Une voiture quatre portes, orange et blanche, s'est arrêtée à proximité. Un homme en âge d'être mobilisé est sorti du véhicule et a commencé à courir vers la patrouille. La patrouille a soupçonné l'homme d'être un kamikaze et lui a crié en arabe de s'arrêter. Elle a fait des signaux avec les mains et les bras pour tenter de le faire s'arrêter. L'homme n'a pas obtempéré. A 75 mètres, la patrouille a tiré une fusée éclairante mais l'homme a continué à courir vers elle. Elle a continué à faire des signes et à crier, sans succès. A 15 mètres, la patrouille a ouvert le feu, tuant le civil. A leur arrivée, les démineurs ont inspecté le corps à la recherche d'explosifs, mais n'ont rien trouvé.

Aucune victime ou dégâts à signaler pour les forces de la coalition."

Environ 600 civils sont morts ainsi, sur les six années couvertes par les documents publiés par Wikileaks, lors d'incidents à des barrages ou entre des véhicules, dans le cadre de ce que l'armée américaine appelle l'"escalation of force", la procédure de sommations utilisée face à des véhicules ou piétons suspectés d'avoir des intentions hostiles.

Une procédure à laquelle les soldats sont mieux formés à partir de 2007, sous les ordres du général Petraeus, ce qui permet de diminuer significativement le nombre de morts aux checkpoints, sans y mettre totalement fin.

"24 avril 2009, 14 h 42 : L'unité C/2-505 signale à la radio un incident au point de contrôle d'entrée de l'avant-poste 799 à Bagdad.

14 h 53 : Mise à jour : on signale que l'homme marchait le long du mur et a tourné le coin. Il a commencé à courir vers l'avant-poste et ne s'est pas arrêté lorsque les premières étapes de l'escalade de force ont été utilisées.

15 h 57 : Mise à jour : des coups de semonce ont été tirés au M240B, puis l'Irakien était trop près et a été la cible de tirs de M-4. Il a reçu une balle dans le dos alors qu'il traversait le point de contrôle en courant, puis il a pivoté et a pris une balle dans le front.

Estimation de l'officier de renseignement : l'individu tué par les forces de la coalition a été reconnu par un policier irakien. Il s'agirait d'un handicapé mental sans famille connue."

Les rapports regorgent d'incidents semblables : des handicapés mentaux, des malvoyants, ou simplement des conducteurs qui n'ont pas vu les soldats ou n'ont pas entendu les signaux sont l'objet de tirs.

"7 septembre 2006, 16 h 02. La patrouille était en route lorsqu'une voiture break blanche est entrée sur la voie Est, dans sa direction.

L'unité a estimé que l'intention était hostile et a ouvert le feu avec un nombre indéterminé de balles de 7,62 mm, à une distance inconnue.

Le véhicule a pris feu et la patrouille n'a pas pu venir en aide à ses occupants. [...] La famille du mort est arrivée pour récupérer le corps pour l'enterrement. La famille a expliqué qu'elle comprenait qu'il ne s'agissait pas d'un meurtre intentionnel. [...] Elle voulait seulement récupérer la dépouille pour l'enterrement musulman traditionnel."

En théorie, la procédure "d'escalade de force" est très codifiée. Les

soldats doivent d'abord utiliser des signaux visuels et sonores pour signifier à un véhicule qu'il doit s'arrêter ; ils doivent ensuite tirer un coup de semonce en l'air ou à proximité du véhicule ; si le véhicule poursuit sa course, ils peuvent tirer dans les pneus ou le bloc moteur pour l'immobiliser ; et en dernier recours, ils sont autorisés à ouvrir le feu sur le conducteur. En pratique, et même si la plupart des rapports estiment que "l'ensemble des procédures de l'escalade de force ont été respectées", les soldats ouvrent souvent le feu directement sur le conducteur lorsque celui-ci n'obtempère pas. Dans de très nombreux autres cas, ce sont des passants qui sont fauchés par une balle, parfois dès le coup de semonce.

"25 novembre 2004. A 7 h 55, l'unité C/1-503 a constaté qu'un véhicule civil était arrêté près du point 38S LB442993 et l'observait. Des soldats qui assuraient une couverture depuis le toit d'un bâtiment voisin ont estimé que le véhicule et ses occupants représentaient une menace. Le soldat a tiré un coup de semonce avec son fusil M-4. Il visait le bloc moteur de la voiture, mais a tué le passager. Le 503e bataillon a prévenu deux brigades pour coordonner les secours de la police irakienne, mais le fils a refusé leur aide et a emporté le corps de son père à la maison pour organiser l'enterrement."

Victimes de nombreux "VBIED" (vehicule-born improvised explosive device, attaque à la voiture piégée), les soldats sont extrêmement suspicieux et se montrent prompts à ouvrir le feu sur tout véhicule perçu comme une menace. A tel point qu'ils provoquent régulièrement des "tirs amis", visant d'autres soldats ou des policiers irakiens :

"1er août 2006, 15 h. La patrouille avait mis en place un point de contrôle de véhicule pour une voiture blanche transportant 3 Irakiens au

comportement suspect, et qui avait attiré son attention. Sur les 8 véhicules de la patrouille, 4 se sont lancés dans une patrouille

satellite tandis que les autres assuraient la sécurité du point de contrôle. Le véhicule ayant été arrêté sur la route Henry, à découvert, un Marine a reçu l'ordre de déplacer la voiture blanche vers un endroit plus sécurisé, pour la fouiller. Le Marine a alors placé son arme (un M-4) dans le véhicule, avec le canon passé par une fenêtre ouverte.

Pendant que le véhicule roulait, il a été repéré par la patrouille satellite, qui l'a pris par erreur pour un véhicule des forces anti-Irak.

L'erreur a été renforcée quand le véhicule a tourné, disparaissant de la vue de la patrouille satellite, ce qui pouvait passer pour une tentative de fuite. Une fois le contact visuel rétabli, le véhicule a été considéré comme se dirigeant vers le point de contrôle et perçu comme une menace pour les Marines. La patrouille satellite a gagné du terrain sur la voiture blanche et ouvert le feu à 30 mètres avec sept balles de calibre 7.62 mm et 4 balles de 5.56 mm, avant de s'apercevoir que le véhicule était conduit par un membre de la patrouille. Une balle perdue a causé par erreur des blessures mortelles à un enfant irakien (13 ans environ)."

A partir de 2007, et la nouvelle stratégie mise en place par le général

Petraeus pour "gagner la bataille de l'opinion" et réduire le nombre de victimes civiles, le nombre de morts aux barrages et points de contrôle a diminué significativement. En 2006, d'après les rapports SIGACT, 142 civils ont été tués et 63 blessés dans des "escalades de force", pour seulement 5 ennemis tués, un blessé, et cinq arrêtés.

En 2008, les

"escalades" ont tué 66 civils, en ont blessé 179, et un seul ennemi a été tué. La faute aux résistants, expliquent les soldats américains dans ce tract de mai 2009 distribué après la mort d'un civil à un barrage à Mossoul, typique des "éléments de langage" utilisés par l'armée américaine : "Les citoyens de Mossoul connaissent les règles de l'escalade de force et les conséquences pour ceux qui les violent. Ne permettez pas que cela arrive à votre famille. Les véritables ennemis de la Nation se conduisent sans aucun respect pour votre vie et celle de votre famille.

De nombreux Irakiens innocents ont été tués par des attaques de ce type

! Les "ennemis de votre Nation" n'ont pas respecté les tirs de sommation et les barrières, et mis la vie de tout le monde en danger pour attaquer une patrouille des forces de la coalition qui assurait la sécurité du peuple de Mossoul.

Vous pouvez aider à éviter des incidents comme ceux-ci en suivant les règles de l'escalade de force et en contactant les autorités si vous savez qu'une activité de ce type est en préparation."

La responsabilité des soldats américains dans ces "incidents" a pourtant été reconnue implicitement à plusieurs reprises par David Petraeus. En août 2007, interrogé par PBS, il expliquait que si les soldats peuvent faire de mauvais choix lorsqu'ils sont confrontés à un danger potentiel, "c'est aussi la responsabilité [de l'armée américaine] de préparer au mieux les soldats à ces situations" de stress où une décision doit être prise très rapidement.

(Le Monde.fr)

(Samedi, 23 octobre 2010)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2657>

3-2 Lorraine Millot : Guerre d'Irak : les Etats-Unis face à leurs crimes.

Washington minimise après la publication par le site WikiLeaks de 400 000 documents dévoilant les mauvais traitements infligés ou couverts par l'armée américaine.

Quatre cent mille documents sur la guerre en Irak sont révélés ce week-end et de quoi parle-t-on à Washington ? Des élections de mi-mandat à venir, de la prochaine fête de Halloween...

La nouvelle «cargaison» d'informations déversée «comme de l'arrière d'un camion» - l'expression est de Paul Pillar, un vétéran de la CIA - par WikiLeaks a fait étonnamment peu de vagues ce week-end aux Etats-Unis. Dès dimanche, le sujet était relégué en pages intérieures du *Washington Post* et semblait déjà évanoui à la télévision. La guerre d'Irak a beau se poursuivre, avec 50 000 soldats américains encore déployés là-bas, pratiquement plus personne n'en parle aux Etats-Unis et rien n'indique que ces documents, aussi accablants soient-ils, y changent grand-chose. «Cette guerre est loin des yeux, loin des esprits, *résumé Brian Katulis, chercheur au Center for American Progress*. Et je ne pense pas que la publication de ces documents aura beaucoup d'impact sur le débat. Seule une toute petite frange de la population américaine ressent le coût humain et financier, de ce conflit. L'idée générale est que cette guerre d'Irak appartient au passé.»

«Irresponsabilité».

Ces révélations sont «honteuses» a tout de même réagi le Pentagone. Ainsi, pour l'administration Obama, ce ne sont pas les exactions exposées par ces carnets de guerre irakiens qui sont «honteuses», ni les 700 civils au moins tués par les troupes américaines, les milliers d'autres victimes «collatérales» de la guerre ou les tortures dans les prisons irakiennes dont les militaires américains ont eu connaissance sans réagir.

Ce qui est «honteux», selon Geoff Morrell, porte-parole du Pentagone, c'est la publication par WikiLeaks de rapports internes à l'armée, censés rester confidentiels.

Ces carnets de guerre irakiens vont être une nouvelle «mine» pour les «ennemis» de l'Amérique et les «organisations terroristes», s'est indigné Morrell.

La vie des soldats américains, et de leurs alliés locaux, est mise en danger par ces révélations, argumente le Pentagone, comme il l'avait fait déjà cet été après la publication par WikiLeaks de documents comparables sur la guerre en Afghanistan.

Tout en dénonçant «l'irresponsabilité» de WikiLeaks, et en menaçant de poursuites son fondateur, Julian Assange (lire page 4), le Pentagone cherche à minimiser l'importance de ces fuites. «Il s'agit pour l'essentiel d'instantanés d'événements, tragiques ou mondains, qui ne racontent pas toute l'histoire», a assuré Morrell ce week-end.

Les rapports militaires mis en ligne par WikiLeaks s'étalent de janvier 2004 à décembre 2009. La plupart des événements, tueries ou tortures décrits ont donc eu lieu du temps de George W. Bush. Barack Obama et son administration se retrouvent, une fois de plus, à défendre «l'héritage» de son prédécesseur.

«**Rien de nouveau**». C'est particulièrement étrange au sujet de la guerre d'Irak puisque Barack Obama y était hostile, dès son déclenchement en 2003. Mais c'est aussi le curieux destin de cette administration qui, après avoir promis beaucoup de changements, a dû se placer, sur beaucoup de dossiers, dans le sillage de Bush. Obama a maintenu au Pentagone le secrétaire à la Défense, Robert Gates, dont la conduite de la guerre en Irak est, jusqu'à ce jour encore, considérée comme un succès. «Je ne vois pas dans ces révélations de WikiLeaks ce qui pourrait beaucoup embarrasser l'administration Obama, assure Michael O'Hanlon, spécialiste des questions de sécurité à la Brookings Institution, un think tank démocrate. Il n'y a rien là qui soit vraiment nouveau. Il fallait vraiment ne pas suivre l'actualité ces sept dernières années pour ne pas être au courant de ce qu'apporte aujourd'hui WikiLeaks. Je ne pense pas que le débat américain en sera affecté.»

Pour le journaliste Fred Kaplan, spécialiste des questions de défense, ces carnets irakiens montrent même que «les salauds» que le fondateur de WikiLeaks entend dénoncer «sont loin d'être tous américains». «La plupart des décès de civils irakiens ont été causés par d'autres Irakiens», retient Fred Kaplan, dans un article publié ce week-end sur le site Slate. «Et tandis que certains Américains se sont affreusement comportés envers des détenus irakiens à la prison d'Abou Ghraïb, les policiers et soldats irakiens se sont comportés de façon bien pire encore», poursuit ce journaliste.

Compensations. C'est aussi ce qu'a retenu le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki. Alors qu'il tente depuis sept mois déjà de former un nouveau gouvernement, Maliki voit dans ces récits d'exactions irakiennes «une campagne médiatique menée par des intérêts politiques» pour saboter ses efforts. «C'est une campagne contre l'Etat et le processus politique, menée par plusieurs groupes comme les baassistes et des forces régionales», a renchéri le député Hassan al-Sinaïd, proche de Maliki.

En Irak, ces révélations pourraient également être utilisées par les familles de victimes pour demander des compensations, voire des comptes, à l'armée américaine. Quelques cas ont déjà été pointés par la presse, où l'armée reconnaît dans ces documents sa responsabilité pour des faits qu'elle niait auparavant. Mais personne ne s'attend à une avalanche de réclamations. «La plupart des choses qui se sont déroulées en Irak étaient liées à la guerre et pas intentionnelles, souligne Michael O'Hanlon, de la Brookings Institution. Oui, il y a eu des négligences, des bavures, mais il y a très peu de cas où l'intention était délibérément criminelle.»

«**Dangereux**». Rien dans ces carnets irakiens n'est comparable aux «papiers du Pentagone» qui avaient révélé les dessous de la guerre du Vietnam en 1971, et contribué à mobiliser l'opinion américaine contre la guerre, assure aussi cet expert de la Brookings. «Les papiers du Pentagone avaient révélé comment le gouvernement mentait aux Américains, rappelle Michael O'Hanlon. Ce n'est pas du tout le cas aujourd'hui avec ces documents de WikiLeaks.»

Daniel Ellsberg, l'analyste militaire qui avait révélé ces «papiers du Pentagone», fait pourtant lui-même le lien entre ces deux moments clés de l'histoire militaire américaine. Agé aujourd'hui de 79 ans, Ellsberg était samedi à Londres au côté de Julian Assange pour souligner l'importance du travail de WikiLeaks.

Assange est maintenant «l'homme le plus dangereux au monde» l'a félicité Daniel Ellsberg. Mais face à ce «danger», l'administration américaine semble avoir adopté la tactique qu'elle juge la plus efficace faute de mieux : ne surtout pas trop en parler.

Lorraine Millot

<http://www.liberation.fr/monde/01012298286-guerre-d-irak-les-etats-unis-face-a-leurs-crimes>

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Gilles Devers : La puissance des Etats-Unis passe par la torture.

Ils sont fortiches les Ricains : la torture pour imposer la démocratie, en confiant le sale boulot aux irakiens... La masse de documents que publie WikiLeaks est un événement rare, et d'une grande portée.

Depuis les mensonges flagrants de la Bush Compagny sur les armes de destruction massive, la torture par les soldats américains notamment à Abou Ghraïb ou dans l'espace aérien, la privation totale des droits à Guantanamo, on peut jouer les blasés, et dire qu'on s'en doutait bien, et donc rien de neuf.

Pas d'accord. Car ce qui apparait à travers les 400 000 documents confidentiels publiés vendredi par le site WikiLeaks, c'est une pratique systématisée et de grande ampleur de la torture, connue, protégée et utilisée politiquement par les US. C'est aussi assez de précisions pour que la torture et le meurtre organisé ne soit pas une donnée générale, mais une réalité de fait. Parvenir à ce niveau précision, c'est rendre hommage, et déjà une peu justice, aux victimes.

M. Clegg, le vice-Premier ministre britannique Nick dans une interview à la télévision BBC One a réagi au juste niveau : « Nous pouvons déplorer la manière dont ces fuites ont eu lieu mais je pense que la nature des allégations faites est extraordinairement sérieuse. Leur lecture est affligeante et elles sont très graves. Je suppose que l'administration américaine voudra fournir sa propre réponse. Il ne nous appartient pas de leur dire comment le faire. Tout ce qui laisse à penser que des règles de base de la guerre, des conflits et du combat, ont été violées ou que de la torture a pu être de quelque manière que ce soit tolérée est extrêmement grave et doit être examiné ».

Du côté du Pentagone, on n'a pas vraiment compris ce qui se passe, ou on nous prend franchement pour des crétins. Pour l'un des porte-paroles, [Geoff Morrell](#), a estimé que « la seule voie à suivre pour WikiLeaks est de restituer les documents volés et de les retirer de leurs sites internet au plus vite. Nous savons que nos ennemis glaneront ces informations pour comprendre comment nous fonctionnons, comment nous cultivons nos informateurs et réagissons en situation de combat, ainsi que pour s'informer sur les capacités de nos équipements militaires ». Même son de cloche chez une [Hillary Clinton](#) de plus en plus insupportable, déplorant cette publication qui peut « mettre en danger la vie des soldats et des civils des Etats-Unis et de leurs alliés ». Ces documents ne sont pas des brouilles ou des ragots. Il s'agit des rapports d'incidents, rédigés par les officiers sur le terrain, constituant le fichier SIGACTS (« significant activity ») des forces américaines de janvier 2004 à décembre 2009. Le quotidien des horreurs de la guerre, des crimes de torture et des exécutions sommaires par milliers, et 600 cent civils tués par les soldats US en six ans aux checkpoints. Sans enquête, ni jugement, la question ne se posait pas : « Raisons de sécurité ».

Les documents montrent comment les officiers US ont constaté la pratique systématisée de la torture par les forces de sécurité irakiennes, ajoutée à des conditions de détention inhumaines. Je n'ai pas besoin de préciser que la définition de la torture et des traitements inhumains résultent des normes les plus impératives du droit international. Ces documents attestent ainsi que le commandement militaire US est complice d'actes de torture commis de manière systématiques sur des détenus, pour avoir transféré les pouvoirs de sécurité en connaissance de cause. Les Etats-Unis s'affirment défenseur du droit, et refusent de ratifier le statut de la Cour pénale internationale : ce refus est l'aveu du crime.

Les US sont un Etat voyou qui inclut dans sa politique le recours à des pratiques criminelles. Les dirigeants, ces grands donneurs de leçons, ne connaissent le droit pour défendre leurs intérêts.

Maintenant, bonne lecture :

<http://wikileaks.org/>

<http://warlogs.owni.fr/>

<http://wikileaks.org/iraq/diarydig>

En 832, avait été à Bagdad la Maison de la Sagesse, d'où proviennent les illustrations, l'un des nombreux endroits du monde arabe où des savants se réunissent pour enseigner et étudier. Les Etats-Unis pourraient s'inspirer de cette civilisation.

Gilles Devers

Lundi 25 Octobre 2010

<http://lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr/>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

5-1 Layla Anwar, une intellectuelle irakienne, et les révélations de WikiLeaks.

Irak - Réflexions sur les War Logs

(1ère partie)

par [Layla Anwar](#) (23 octobre 2010)

Blog [An Arab Woman Blues](#)

(« Le blues d'une femme Arabe »)

Cet écrit pourrait être le premier d'une série de publications sur le sujet ; je ne suis pas encore fixée. Je reste libre de laisser fuir mes pensées comme bon me semblera...

Le 23 octobre 2010, la publication par WikiLeaks de documents classés de l'armée américaine a représenté pour moi un tournant important, autant sur le plan personnel qu'en tant qu'irakienne. Certes je ne suis pas la seule concernée, je connais d'autres irakiens qui se sont sentis un TANT SOIT PEU soulagés.

L'un d'eux s'est exprimé à cet égard sur Twitter : « Je vous aime WikiLeaks, désormais je pourrai peut-être dormir un peu plus en paix ».

Sans que je sache d'où, ces mots sont sortis de ma bouche : « Nous demandons aux États-Unis et à l'Iran d'expliquer pourquoi ils nous ont tués, torturés, violés et exilés ».

En tant qu'irakienne, j'ai eu le sentiment de me réveiller lentement d'un long cauchemar. Ce sentiment ne m'a pas lâché de la nuit...quelque chose me rongait les tripes. Il fallait que ça sorte.

Ce quelque chose, ce n'était ni la rage ni la tristesse qui m'habitent habituellement, mais bien plus...d'où ce texte. J'ai passé de longues heures à parcourir les rapports de la Guerre, ou « War Logs », sur le site Web de WikiLeaks. Je les ai lus et relus, même si les noms ont été supprimés...sachant pertinemment que cette fuite ne retrace que de manière infinitésimale ce qui s'est réellement passé, et ce qui se passe encore...

Il n'empêche que je les ai parcourus de long en large, pas dans leur totalité, mais en les filtrant et en les choisissant, au hasard...

Dans les temps anciens, où les récits écrits n'existaient pas, l'Histoire s'écrivait de manière orale...par transmission, ce que l'on appelait « l'historiographie orale ». Les War Logs s'apparentent en quelque sorte à une transmission orale des événements, tels qu'ils se sont déroulés...

Et dans les temps anciens, à partir de cette transmission orale d'événements historiques, les gens étaient en mesure de se faire une idée de ce qui se passait. Avec les War Logs, c'est pareil. Même si les noms ont été supprimés, des indications de lieux et de dates y sont données à partir desquelles il est possible de dépeindre un tableau de la situation, un tableau plus précis je dirai...

Mais pourquoi cette démarche s'est-elle imposée à moi ? Après tout, les fuites viennent simplement CONFIRMER ce que j'écris dans ce blog depuis des années. Pourquoi ai-je eu besoin de cette confirmation publique des événements, venant d'une instance supérieure, après sept ans de carnage, de torture, de viols et d'exil ?

Pourquoi ce concitoyen irakien a-t-il dit : « désormais, je pourrai peut-être dormir un peu plus en paix » ? Il est certain pourtant que ces documents classés n'ont révélé rien de plus que ce qu'il ne savait déjà.

Je me suis endormie en ruminant ces questions, puis j'ai fini par comprendre...

Avez-vous le souvenir, à un moment ou à un autre de votre vie, d'avoir été témoin de quelque chose d'épouvantable, de l'avoir signalé, d'en avoir parlé sans que personne ne vous croit ? Même ceux qui vous étaient proches, ou que vous croyiez proches, ne vous ont pas cru. Sans répit, vous avez répété ce que vous avez vu, personne n'a cru un mot de ce que vous disiez.

Or, cette vérité dont vous avez été témoin, vous ne vous êtes jamais résolu à l'oublier. Certains vous ont ridiculisé, vous ont traité de tels ou tels noms, vous ont fait taire, vous ont menacé de vous tuer, vous ont collé une étiquette de menteur(se), vous ont accusé de mythomanie ou de conspiration personnelle...Et au ridicule, se sont ajoutés la minimisation et la déformation des faits, ainsi que la culpabilisation : « voyons, ce n'est rien de grave » ou « rien de tout cela ne s'est passé », « tout cela n'est que mensonge et source de problèmes »...et parfois la pression était telle que vous commenciez à vous demander si, après tout, vous n'aviez pas des tendances mythomanes...que peut-être vous aviez mal vu, que tout cela n'était qu'une illusion...En d'autres termes, lorsque vous avez apporté la vérité, ces personnes vous ont ôté toute crédibilité et vous ont fait douter de la véracité de votre récit. Il vous est arrivé de vous murer dans un silence d'autiste ou de parfois surcompenser par une attitude encore plus provocatrice...pourtant vous vous sentiez terriblement seul(e).

Mais vous avez tenu bon, vous n'avez pas lâché prise...et même terriblement seul(e), vous avez réalisé, dans cette démarche d'entêtement et d'obstination, à quel point les faits ont été étouffés. ÉTOUFFÉS.

En même temps, plus vous creusez les faits, plus vous prenez conscience d'autres facteurs encore plus importants : les réseaux, alliances et autres guerres en marge de cette dissimulation. C'est alors que vous comprenez : plus la dissimulation s'installe, plus le mensonge grossit, plus la minimisation enfle, plus les omissions s'accumulent, plus la Vérité devient synonyme de danger. La Vérité derrière ce qui s'est passé et ce qui se passe encore.

Et à un moment précis dans le temps, une voix, une instance bienveillante vient vous conforter en vous disant : « J'ai une histoire à raconter » et dans un langage cryptique, vient répéter votre vérité et la révèle au grand jour.

Vous devez encore lire entre les lignes, mais dans votre for intérieur, vous pensez : « Enfin, je ne suis plus seul(e). Enfin, tout ce que je croyais n'être que le fruit de mon imagination, se révèle être la Vérité ».

Alors le fardeau devient un peu moins lourd à porter ; vous avez le sentiment que le cauchemar se termine et que vous pourrez dormir un peu plus en paix.

C'est ce qui s'est passé le 23 octobre 2010 pour de nombreux irakiens qui portaient seuls le fardeau de leur Vérité : ils s'en sont déchargé d'une petite partie et ont pu ainsi espérer dormir plus tranquillement en osant imaginer, comme je l'ai moi-même fait, que peut-être - peut-être - un jour se réveilleront-ils de leur cauchemar en solo...

Dans la prochaine publication, j'aborderai les War Logs proprement dits et certaines informations importantes concernant le nettoyage ethnique, le rôle de l'Iran et les autres mini-guerres qui se sont déroulées dans le cadre de la Guerre elle-même : l'Occupation et la Destruction de l'Irak. Inchallah.

Traduction : Magali Fauchet

30 octobre 2010

Par Gilles Munier

<http://www.france-irak-actualite.com/article-une-intellectuelle-irakienne-et-les-revelations-de-wikileaks-59965732.html>

5-2 Un tribunal pénal international attend les USA, maintenant ...

On s'en doutait, maintenant on le sait. Les américains, en Irak on eu un comportement ignoble et inhumain. La torture dans les prisons irakiennes a été constante, dans la rue on a tiré sans sommations sur des femmes enceintes, on a instauré un climat de terreur en donnant aux soldats l'ordre de ne rien dire à l'extérieur. Pire encore je pense : [Wikileaks](#) ayant prévenu du contenu des 400 000 fichiers qu'il est en train de révéler, l'administration américaine a pris les devants en mettant en ligne hier dans le [New-York Times](#) notamment un contre-feu tentant une dernière fois de disculper les tortures et les assassinats. Dans un article en trois volets faisant honte à la presse mondiale : même sous Goebbels la propagande n'est pas allée aussi loin dans la dénégation de crimes. Obama ou pas, l'Amérique s'enfoncé dans le déni pur et simple de ses crimes. Les textes commencent à sortir et c'est [AlJazeera](#) qui hier soir en a sorti les premiers feuillets. Wikileaks l'avait promis, avait même cette fois prévenu : ça allait faire mal. C'est pire que ça : les révélations du site qui a décidé de montrer la face cachée d'une guerre sont une condamnation lourde d'un pays tout entier pour les exactions de ses soldats et les mensonges de leurs supérieurs. Les Etats-Unis devraient être condamnés devant un tribunal international avec ce que ces fiches montrent. Durant tout le conflit, la torture sur les prisonniers irakiens a eu lieu : en somme ; des [Abou Ghraïb](#), il y en a eu partout. On comprend mieux aujourd'hui pourquoi Barack Obama s'est toujours refusé à [montrer les dernières photos émanant de ce lieu infâme](#). Elles devaient révéler à quel point le système pénitentiaire été gangréné.

Peut-il y avoir pire encore que la torture ? Oui, répond Wikileaks sans hésiter : c'est la négation de la torture effectuée, ce qu'a fait constamment l'administration américaine. En éditant régulièrement des notes à ses soldats, diffusées par leurs supérieurs. La note Frago 242, notamment, du 16 mai 2005, qui énonce clairement que le silence de plomb sera de rigueur sur ses actes. "Tant que le rapport initial confirme que les forces américaines n'ont pas été impliqués dans le mauvais traitement de détenus, aucune investigation complémentaire sera effectué à moins qu'elle ne soit dirigée par HHQ (le quartier général des forces US)". A savoir qu'il suffisait d'en accuser les Irakiens, ce que fait manifestement depuis hier le New-York Times, qui rejette la responsabilité sur les seuls irakiens et les gardiens de prison natifs. Un ordre modifié le 19 juin précisant que "seul un rapport initial sera effectué pour (selon les lois d'engagement) sur des violations apparentes .. n'impliquant pas les forces américaines." Ce premier rapport a été assez souvent d'établir que la torture avait eu lieu, et les résultats des entrevues et des examens médicaux ont été signalés dans détails horribles, comme le rapport de 2006 Juillet au sujet d'un détenu à Bagdad soupçonné d'être un combattant étranger" ajoute AlJazeera.

La description des tortures, je vous la passe : coups de marteaux, de tournevis, électrocutions et sodomisation avec divers objets. Et à la fin des morts. Et aussi certains qui avaient réussi à s'échapper comme par miracle de cet enfer pour devenir les grands prosélytes du mouvement de Ben Laden. Des "libérés" douteux, sélectionnés et visiblement remis en liberté pour aller prêcher la bonne parole de la haine entretenue : celle de cette création pure qu'est Al Qaida.

Les américains, comme aujourd'hui dans le NYT ont beau jeu de se retrancher derrière le droit international. "Le droit international n'exige pas des États-Unis d'enquêter sur ces allégations d'abus de détenus irakiens-sur-irakienne, parce que tous ont été rapportés après le 30 juin 2004 - quand l'Irak est redevenue un "pays souverain", selon la résolution des Nations Unies numéro 1546. Les États-Unis ne contrôlaient plus directement les services de sécurité de l'Irak, et donc, il n'étaient plus légalement obligé de les policer." nous rappelle Al-Jazeera en oubliant une chose : une cérémonie, celle de la remise des clés de prisons laissées sous la souveraineté américaine, et où ont été constatés des tortures et des décès. Celle par exemple de Camp Cropper, devenue Karkh Prison, décrite par mes soins le [17 septembre dernier](#). Pour se disculper, l'armée américaine peut toujours faire savoir que ce n'étaient pas des américains qui gardaient ses prisons mais des péruviens ou des chiliens, voire des ougandais : des mercenaires, recrutés par le Pentagone et payés au prix fort.

Il n'empêche, les tortures tombent sous un autre cadre de lois internationales auxquelles les Etats-Unis n'échapperont pas. "Plus important encore", note le site, "de nombreux rapports sur de mauvais traitement de détenus suggèrent que les États-Unis ont sciemment contrevenu à la Convention de l'Organisation des Nations Unies contre la torture. La convention - que les États-Unis ont ratifié en 1994 - Interdit aux signataires de transférer un détenu à d'autres pays "où il ya des motifs sérieux de croire qu'il serait en danger d'être soumis à la torture " ajoute le site, ce qui met un Donald Rumsfeld en fort mauvaise posture : il pourrait passer la fin de sa vie en prison comme responsable de ces méfaits. Personnellement, je lui souhaite. "Les allégations de milliers de tortures dans les prisons irakiennes, beaucoup d'entre elles sont étayées par des preuves médicales, et clairement semblent constituer des « motifs sérieux » de croire que des prisonniers transférés aux autorités irakiennes pouvaient avoir été torturés. Les États-Unis ont transféré des milliers de prisonniers irakiens à leur garde ces dernières années, dont près de 2 000 qui ont été remis aux Irakiens en Juillet 2010." Celles font je vous ai parlé en septembre.

Pendant que l'on torturait et que le haut commandement US fermait les yeux, [quatre hommes s'échappaient tranquillement de Camp Cropper](#). Comme lors de l'évasion rocambolesque d'un des leaders d'Al-Qaïda, Abu Yahya al-Libi, survenue le 11 juillet 2005 à Bagram, au milieu de plus de 10 000 soldats américains. L'homme est depuis tous les jours à la une de [SITE Group](#), le site internet géré par une américano-israélienne née en Irak (et dont le père a été tué par Saddam Hussein). Qui prêche tous les jours le djihad, avec un [jeune américain grotesque déguisé en djihadiste d'opérette](#). [Les américains on menti sur la gestion de leurs prisons](#), continuent à mentir tous les jours en inventant un Al-Qaïda perpétuel qui se régénère étrangement de leurs anciens prisonniers. Le mensonge est devenu trop grand, il ne pourra pas tenir plus longtemps. S'ils ont été aussi longtemps de mentir sur leurs actions véritables, en masquant les faits sur direction gouvernementale, s'ils ont été capables d'entretenir un mythe (et d'y revenir régulièrement [il y a peu encore](#)), s'ils ont été capables de

rencontrer quelques semaines après le 11 septembre un des leaders islamistes, Al-Awlaki, présenté aujourd'hui comme "le nouveau Ben Laden " (en bernant encore une fois donc tout le monde), s'ils ont été capables d'en inventer d'autres et de fournir au FBI des histoires à dormir debout... c'est simple. Les USA, s'ils ont été capables de mentir autant, et aussi longtemps, ont donc été largement capables aussi de mentir depuis le début. Or, ce début s'appelle le 11 septembre 2001...

24 Oct 2010 20:30:48 -0400

From: jp_lavoie@videotron.ca

To: irabec@hotmail.com

5-3 Le régime de Bagdad sous le feu.

Les 400 000 documents classifiés diffusés par *WikiLeaks* n'apprennent rien aux Irakiens.

Pour eux, la mort rode toujours au coin de la rue ; des hommes, des femmes et des enfants sont assassinés, torturés, mutilés, violés dans des prisons, secrètes ou non.

Mais, les Irakiens sont tout de même heureux que leurs malheurs soient enfin sur le devant de l'actualité mondiale. Les rapports internes des autorités militaires américaines ont, en effet, le mérite d'attester, partiellement, ce que de nombreux observateurs dénoncent inlassablement depuis 2003.

Pour le pouvoir : un complot fomenté à l'étranger

Visiblement sur la défensive, Nouri al-Maliki n'a rien trouvé de mieux que d'accuser *WikiLeaks* de saboter sa campagne électorale, affirmant que la date choisie pour publier les documents n'était pas neutre. Un de ses proches, Haïdar Al-Jourani, est allé plus loin en parlant de complot fomenté à l'étranger (*sans dire de quels pays il s'agit*). Il a annoncé que le Premier ministre sortant allait porter plainte contre le site Internet pour diffusion de documents mensongers concernant sa participation à des massacres et à des arrestations. Ce n'est pas l'avis du sadriste Hakim Al-Zamili, ancien ministre de la Santé, pour qui *WikiLeaks* confirme les violations dénoncées par son mouvement sur les violations des droits de l'homme par les forces irakiennes.

Jawad al-Bolani, ministre de l'Intérieur sortant, particulièrement visé par certains rapports, veut contre-attaquer en créant une commission sur les abus commis par les troupes américaines entre 2003 et 2009. On ne peut que l'approuver. Il est trop facile d'accuser le régime de Bagdad de tous les crimes. Mais ce ne sera qu'une enquête morte-née de plus, les Irakiens ne comptant plus les annonces de ce genre, jamais suivies d'effets.

Les dirigeants irakiens pourraient être condamnés pour crime de guerre

Dans l'opposition parlementaire, Oussama Nujaifi, membre important d'*Al- Iraqiya*, a fort justement constaté que les crimes et les abus documentés par *WikiLeaks* n'étaient qu'« *une petite partie de la réalité de ce qui s'est passé en Irak* ». En revanche, il s'est bien gardé d'ajouter qu'Iyad Allaoui, chef de son bloc électoral, est impliqué dans des meurtres qualifiés de crimes de guerre, à commencer par le plus effroyable d'entre eux : le massacre de Fallujah en 2004.

A la différence de George W. Bush et des troupes étatsuniennes, pour l'instant hors d'atteinte de la justice, car exemptés scandaleusement des domaines relevant de la compétence du *Tribunal pénal international*, les dirigeants irakiens sont passibles d'une condamnation devant cette juridiction. Pour l'administration américaine actuelle, cette menace pourrait être une façon de les tenir en laisse.

Source : WikiLeaks documents, the first reactions in Iraq (*Road to Iraq – 23/10/10*)

Gilles Munier

Dimanche 24 octobre 2010

G. Munier/X.Jardez

Source : France Irak

[http://www.france-irak-actualite.com/...](http://www.france-irak-actualite.com/)

5-4 Irak : l'horreur ordinaire.

Le Monde, conjointement avec le New York Times, le Guardian, le Bureau of investigative journalism et le Spiegel, a pu consulter en avant-première 400 000 rapports de l'armée américaine en Irak, rendus publics ce vendredi par le site Wikileaks, spécialisé dans la publication de documents confidentiels. Il s'agit des rapports d'incidents, rédigés par les officiers sur le terrain, qui constituent le fichier SIGACTS ("significant activity") des forces américaines de janvier 2004 à décembre 2009. Une masse de documents qui décrivent, jour à près jour, les attaques, les échanges de tirs, les fouilles de caches d'armes, les arrestations, et les violences contre les civils.

Confidentiels, les "rapports d'incidents" ne sont pas classés secret défense. Les documents publiés par Wikileaks ne contiennent pas les rapports des forces spéciales américaines, ni les mémos des services de renseignement. Des événements majeurs des six années d'occupation couvertes par ces fichiers, comme la mort de quatre mercenaires de l'entreprise Blackwater qui a déclenché la première bataille de Fallouja, en avril 2004, n'y sont évoqués que de manière très brève et imprécise.

L'intérêt de cette masse de documents est ailleurs : les 400 000 rapports jettent un regard nouveau sur le lourd tribut que les populations civiles ont payé à la guerre. Les cadavres de milliers de femmes et d'hommes, victimes d'exécutions sommaires, ont été découverts par les soldats américains. Ces mêmes soldats ont tué au moins six cent civils en six ans aux checkpoints, ou en ouvrant le feu sur des véhicules pris pour une menace. Un nombre indéterminé, et minimisé dans les rapports, d'Irakiens ont été les victimes collatérales des frappes aériennes contre les résistants.

Les documents montrent également que les violences de la police irakienne, régulièrement minimisées par l'état-major américain, sont une réalité quotidienne des soldats du rang, témoins directs de tortures pratiquées à grande échelle et couvertes par une partie de la hiérarchie policière. Les violences des soldats américains, notamment lors de l'arrestation des suspects, est aussi évoquée par les 400 000 fichiers.

Le comportement des forces de sécurité privées, promptes à ouvrir le feu y compris pour les motifs les plus futiles, est également abondamment décrit.

Les fichiers offrent aussi, pour la première fois, un regard "de l'intérieur" sur la conduite de l'occupation et ses pratiques. Ils disent à la fois l'ennui, l'absurdité, le stress du quotidien des soldats.

L'évolution du nombre de victimes du conflit

Les civils, victimes à la fois des assassinats politiques et crapuleux, des attaques et des 'dégâts collatéraux' provoqués par l'armée américaine et la police irakienne, ont payé de très loin le plus lourd tribut à la guerre.

Les chiffres compilés d'après les rapports américains sont toutefois à prendre avec précaution : la nette diminution des morts violentes qu'ils montrent à partir de 2007 et le 'surge', l'envoi massif de troupes sur le terrain, est partiellement fausse.

A partir de cette date, l'armée multiplie également les frappes aériennes, dont les victimes collatérales sont sous-évaluées dans les rapports.

A partir de juillet 2008 et la fin du 'surge', le nombre de soldats américains présents diminue également : 55 000 hommes sont rapatriés aux Etats-Unis entre mi-2008 et fin 2009, ce qui diminue mécaniquement le nombre de rapports et 'd'incidents constatés'.

La Rédaction

(Samedi, 23 octobre 2010)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2659>

5-5 La torture, pratique courante des policiers irakiens.

Les rapports SIGACT, les "rapports d'incidents" des soldats sur le terrain publiés par WikiLeaks vendredi 22 octobre, et auxquels Le Monde a eu accès, montrent l'ampleur de la torture dans les commissariats irakiens.

Des pratiques que l'armée américaine ne pouvait ignorer, tout au long des six années couvertes par les rapports, mais face auxquelles les soldats semblent impuissants. "13 novembre 2005.

A 16 h, la deuxième brigade de combat signale la découverte de 173 personnes détenues dans une prison du ministère de l'intérieur près de Karada. De nombreux prisonniers portent des marques de torture, notamment des brûlures de cigarette, des bleus semblant résulter de passages à tabac et des plaies ouvertes. De nombreux détenus toussent. Ils peuvent être classés comme "blessés capables de marcher". Environ 95 détenus étaient enfermés dans une même pièce, assis en tailleur avec un bandeau sur les yeux, tous tournés dans la même direction. D'après les détenus interrogés sur place, douze d'entre eux sont morts de maladie ces dernières semaines."

Les "rapports d'incidents" montrent que torture et mauvais traitement sont monnaie courante dans les centres de détention irakien. Ce n'est pas une nouveauté : les organisations humanitaires et la presse, dont Le Monde ont régulièrement démontré depuis 2003 l'existence de prisons secrètes et de violations répétées des droits de l'homme dans les prisons irakiennes.

"Le 19 octobre 2006 à Jabbar (zone 3) l'équipe de transition de la police nationale de la brigade 6-2 a conduit une opération de routine dans le centre de détention de la brigade 6-2 de la police nationale et identifié un cas probable de mauvais traitements sur détenu. Les mauvais traitements présumés auraient eu lieu au QG de l'unité 3-6-2 de la police nationale le soir du 18 octobre 2006. Le détenu, qui avait un bandeau sur les yeux, n'est pas en mesure d'identifier ses agresseurs.

Il affirme avoir été battu sur les pieds et les jambes avec un objet contondant, et avoir reçu des coups sur le visage et la tête. Il affirme avoir reçu des chocs électriques sur les pieds et sur le sexe, et avoir été sodomisé avec une bouteille d'eau. Les policiers de l'unité 3-6-2 affirment que ses blessures ont été causées par une chute à moto alors qu'il était poursuivi par la police. Le détenu avait de grandes difficultés à marcher, dues à des ecchymoses et à des gonflements de la plante des pieds. Le détenu avait des coupures et des ecchymoses sur les deux jambes (surtout sur la gauche), le bras gauche, à gauche du menton.

Il n'y avait pas de blessures visibles sur ses mains, le haut des bras, le torse, le haut des jambes, les fesses."

Ce 19 octobre, malgré les signes visibles de sévices, le détenu continue d'affirmer, comme ses geôliers, qu'il est tombé de moto. Une version peu

crédible au regard de ses blessures, qui témoignent de mauvais traitements. Les soldats américains interviennent et le séparent des policiers irakiens afin qu'il puisse parler librement : "Lorsqu'il lui a été demandé si la moto s'était couchée sur la gauche ou sur la droite, il a mis un long moment avant de répondre, affirmant finalement être tombé à gauche. L'équipe de transition a isolé le détenu pour d'autres examens."

Ce cas de torture est loin d'être un fait isolé. Pourtant, huit mois plus tôt, le major général Rick Lynch, porte-parole de l'armée américaine en Irak, détaillait aux journalistes les résultats des inspections-surprise des centres de détention irakiens qui avaient été mises en place. Sur les sept prisons inspectées, "nous n'avons vu aucun signe de sévices. Personne n'était torturé. Ces centres étaient surpeuplées, par rapport à nos standards, mais les

détenus étaient correctement traités ; ils étaient nourris, ils avaient de l'eau." Les rapports publiés par Wikileaks montrent cependant qu'à l'époque, l'armée américaine continue de découvrir régulièrement des cas de torture, notamment dans les commissariats irakiens.

"26 juin 2006. Des preuves de torture ont été constatées au commissariat de Housaybah. Grandes quantités de sang sur le sol de la cellule, un câble utilisé pour infliger des chocs électriques et un tuyau en plastique étaient fixés au mur de la cellule. [...] Les gardiens ont été informés des conséquences négatives sur les relations avec les forces de la coalition si les droits de l'homme n'étaient pas respectés. Une formation sur les droits de l'homme sera donnée aux policiers irakiens par l'équipe de formation et de conseil de la police de la coalition."

Lorsqu'ils constatent des cas de mauvais traitements de la part des policiers irakiens, les soldats américains sont tenus d'en faire le signalement. En revanche, ils ne sont pas chargés d'enquêter ou de prendre des sanctions : une procédure n'est enclenchée que s'il y a un soupçon d'implication de soldats de la Coalition. La phrase "Les forces de la coalition n'étant pas impliquées dans ces accusations, une enquête plus poussée n'est pas nécessaire" parsème les rapports sur les sévices infligés par la police, et constitue parfois la première ligne du rapport.

Sur le terrain, les soldats tentent cependant parfois de s'interposer ou de faire changer les pratiques, mais avec des moyens - et des résultats - très limités. Des mentions comme "Le commandement irakien a été notifié et les gardes irakiens ont été avertis qu'ils ne devaient plus maltraiter les détenus à l'avenir" abondent dans ces rapports, mais les soldats n'ont que peu de marge de manoeuvre pour s'assurer que la torture cesse : officiellement, ils n'ont pas d'autorité sur la police, indépendante. Or, la hiérarchie de la police irakienne, qui ne peut ignorer les sévices infligés dans les commissariats, se montre fort peu réceptive aux signalements des Américains.

"A 11 h 30, l'unité 2 d'enquête criminelle tenait une réunion avec l'officier de liaison de la police irakienne et son traducteur.

L'officier de liaison a dit qu'il entendait des cris provenant de l'étage du dessus, comme si quelqu'un était battu. L'unité d'enquête criminelle et l'officier de liaison sont montés à l'étage. En entrant dans le bureau d'enquête sur le blanchiment d'argent, ils ont trouvé un brigadier, deux enquêteurs et un suspect. Le suspect pleurait et se balançait d'un pied sur l'autre. L'unité d'enquête criminelle a demandé au brigadier si le prisonnier avait été battu. Au début, il n'a pas répondu, mais il a finalement reconnu que le prisonnier avait été frappé plusieurs fois pour le faire parler. Pendant l'interrogatoire du brigadier, l'officier de liaison a fouillé le bureau et trouvé deux tuyaux en plastique, un rouleau à pâtisserie avec une corde passant par le milieu, et un générateur électrique à manivelle avec des pinces (emporté comme pièces à conviction). L'équipe d'enquête criminelle a alors signifié au brigadier que son comportement était inacceptable et criminel. L'officier de liaison et l'unité d'enquête criminelle ont informé le Major général irakien. Alors que les détails de l'affaire lui étaient présentés, il a mis fin à la réunion et s'est mis à faire autre chose. "

Les soldats américains ne peuvent ignorer l'ampleur de la torture et des mauvais traitements pratiqués dans les commissariats irakiens. Les civils aussi le savent et se montrent très méfiants envers les forces de sécurité irakienne. Pourtant, lorsqu'à partir de la fin 2009, l'armée américaine commence à préparer son retrait, les soldats multiplient les opérations de communication pour améliorer l'image de la police auprès des civils. Après l'assassinat d'un policier à Ninewah, dans la vallée d'Al Bardiyah, les soldats distribuent par exemple ces tracts en octobre 2009 : "Cette attaque meurtrière contre votre police était intentionnelle et lâche. [...] Aidez vos soldats, vos policiers et vos forces de sécurité pour qu'elles trouvent ces ennemis avant qu'ils ne commettent d'autres attaques !"

Les civils ne sont pas dupes : les victimes de mauvais traitements interrogés par les soldats américains doivent, c'est la procédure, se voir demander si elles craignent des représailles contre elles-mêmes ou leur famille si, au cours de l'enquête, leur identité est transmise aux autorités irakiennes. L'écrasante majorité des victimes répond "oui".

samedi 23 octobre 2010,

[La Rédaction - \(Le Monde.fr\)](#)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article2658>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19